

Présence de la Chine et avenir des études chinoises

Gilles Guiheux ¹

La Chine, convertie à la religion du marché et accessible à tous, s'est en apparence occidentalisée pour cesser d'être un autre monde. Ce fait concerne au premier chef tous ceux qui font profession de produire des connaissances scientifiques sur ce pays. Ainsi, au cours des trois dernières décennies, l'ouverture et le rattrapage économique ont transformé la position des sinologues qui ont perdu le monopole de la fréquentation de la Chine. De nombreux voyageurs non sinologues, souvent non sino-phones, rapportent de leurs visites des ouvrages à succès ². La presse, de son côté, fournit désormais un flux quotidien d'informations. Des publications innombrables viennent donc satisfaire une demande croissante qui n'émane plus seulement des spécialistes, mais des entreprises, des administrations, des médias et du grand public en général. Et pourtant, paradoxalement, les sinologues ont souvent l'impression que la Chine n'est pas mieux comprise. Les images d'Épinal et les idées convenues ou fausses abondent comme si les travaux des spécialistes étaient inaccessibles. Il n'est pas jusqu'à certains universitaires de renom qui se prêtent à écrire sur la Chine sans la connaître. On citera pour exemple les propos de l'un

¹ Cette introduction synthétise des réflexions conduites au cours de conversations avec de nombreux collègues. Sont en particulier remerciés Danielle Elisseeff, Sandrine Marchand et Rainier Lanselle.

² Il existe une longue tradition française d'intérêt des intellectuels pour la Chine, qui remonte au XVIII^e siècle. Plus près de nous, Julia Kristeva (*Des Chinoises*, 1974) ou encore le professeur Bernard Debré (*Le Roman de Shanghai*, 2005) ont rapporté des ouvrages de leurs séjours. On rappelle pour mémoire le compte-rendu acerbe rédigé par Simon Leys d'un ouvrage ramené d'Asie par Bernard-Henri Lévy (« Une excursion en haute platitude », in S. Leys, *L'humeur, l'honneur, l'horreur*, Paris : R. Laffont, 1991).

d'entre eux qui, de retour de son quatrième voyage, conclut ses visites d'une école, d'une université et d'une usine par le commentaire suivant : « les étudiants (...) m'ont paru aussi obéissants que les écoliers (...) ou les jeunes ouvriers », transformant des comportements nés d'une configuration historique spécifique – un État autoritaire, une phase d'industrialisation et d'urbanisation rapide – en un fait de culture. Les sinologues savent que les universités chinoises sont, depuis 1919, un creuset potentiel de révolte, et que l'histoire du mouvement ouvrier remonte à 1925, les protestations contemporaines faisant, pour leur part, l'objet d'une large littérature spécialisée. Dans le même compte rendu de voyage, l'auteur s'égaré dans d'autres considérations toutes aussi infondées évoquant tour à tour « la Chine [qui] est décidément un pays surprenant » (et pourquoi ne le serait-elle pas ?), « un débordement de colère tout à fait étonnant pour un Chinois » (car les Chinois ne se mettent pas en colère ?) ou encore « la bonhomie classique du peuple le plus rigolard de la terre »³.

Alors que l'enseignement de la langue chinoise s'est largement diffusé à tous les niveaux du système français d'enseignement – primaire, secondaire, supérieur –, on peut estimer que le public continue à disposer de peu de connaissances justes sur la Chine. C'est en partant de ce double constat que l'Association française d'études chinoises (AFEC), qui rassemble les professionnels des études chinoises⁴, a réuni un colloque à Paris les 23 et 24 novembre 2009⁵. Près d'une trentaine de spécialistes de domaines variés sont intervenus devant une assistance nombreuse, comptant des enseignants, des responsables de bibliothèques, des journalistes, des diplomates, des chercheurs confirmés comme des étudiants. Ce volume

³ Article signé de Michel Crozier, paru dans le mensuel d'informations économiques *Enjeux les Échos*, février 2007, p. 79-82. Dans sa leçon inaugurale à la chaire d'histoire intellectuelle de la Chine du Collège de France, Anne Cheng évoque « l'ignorance de nos concitoyens, y compris de nos élites, concernant la Chine et sa culture » qui se maintient « à un niveau préoccupant » (*La Chine pense-t-elle ?*, Paris : Collège de France/Fayard, 2009, [En ligne], consulté le 01 octobre 2010, <http://lecons-cdf.revues.org/170>).

⁴ Voir le site web de l'AFEC : <http://afec-etudeschinoises.com>.

⁵ La tenue de ce colloque a été rendue possible grâce au soutien financier de l'université Paris Diderot, du SEDET, du CECMC, du Centre d'études chinoises de l'INALCO et du Réseau Asie qui sont ici remerciés.

rassemble la plupart des communications présentées lors de ces journées. L'objectif est de dresser un état des lieux de l'enseignement et des études chinoises en France, et de dégager des perspectives pour l'avenir.

L'association, fondée en 1980, avait déjà organisé une manifestation de ce type. Une journée d'études s'était tenue à Saint-Germain-en-Laye en 1991, mais c'était il y a près de vingt ans, et les perspectives étaient, de tous côtés, passablement différentes⁶. La manifestation visait alors à dresser un panorama des études chinoises, chaque intervenant portant un diagnostic sur l'état de son champ de spécialité. En 2009, l'objectif est différent. Même si ces nouvelles assises des études chinoises – dont le sous-titre provocateur était « la sinologie introuvable ? » – veulent aussi être l'occasion d'un diagnostic comparatif sur l'état des recherches dans chaque discipline, il s'agit surtout d'ouvrir un espace de dialogue sur des sujets qui intéressent de manière transversale l'ensemble des professionnels. L'ambition est de s'interroger sur nos pratiques de recherche et d'enseignement, mais aussi sur la diffusion et la réception de nos travaux. Cette manifestation se veut être un lieu d'échanges entre spécialistes de domaines dont la coupure intellectuelle et institutionnelle est parfois jugée regrettable et réductrice. Nous ne voulons pas simplement dresser un constat, mais également identifier nos forces et trouver les moyens de surmonter nos difficultés.

Plusieurs hypothèses fondent les questions soulevées dans ce volume. En premier lieu, par-delà la variété des disciplines qu'ils pratiquent (linguistique, philosophie, philologie, études littéraires, archéologie, histoire, géographie, sociologie, anthropologie, etc.) et des professions qu'ils exercent, les spécialistes des différents domaines des études chinoises⁷ se

⁶ Les présentations à cette journée ont été rassemblées dans une publication : Danielle Elisseeff et Alain Thote (dir.), *Bref état de la sinologie. À propos de quelques disciplines*, Paris : AFEC, 1992, 105 p. On se reportera également utilement à l'entretien de Lionel Obadia avec Léon Vandermermeersch consacré aux études chinoises en France, paru quelques années plus tard (Lionel Obadia, « Les études chinoises en France. Entretien avec Léon Vandermermeersch », *Perspectives chinoises*, 2000-59, p. 53-57).

⁷ On préfère parler d'études chinoises plutôt que de sinologie car l'on a pas oublié le brûlot de Francis Deron s'interrogeant sur le sens de la seconde : « L'idée de "sinologie" a-t-elle un sens ? Car il n'existe pas d'italogues, d'hispanologues, d'héllénologues... il existe des spécialistes de telle ou telle discipline appliquée

posent des questions communes ayant trait aux caractéristiques de leur objet et à un même environnement scientifique, social et politique. Deuxièmement, les études chinoises ont connu, au cours des trois dernières décennies, de profonds changements sur lesquels il est aujourd'hui aussi indispensable de s'interroger collectivement : transformation de l'objet « Chine » et des conditions de son accès, apparition de nouveaux outils, émergence de nouveaux terrains, spécialisation croissante, déplacement des questionnements. Enfin, les évolutions tiennent aussi à la position et aux fonctions sociales occupées par les spécialistes de la Chine. La demande de connaissances va croissant et l'enseignement de la langue chinoise se diffuse rapidement dans de nombreuses institutions, en particulier hors des départements d'études chinoises des universités qui détenaient jusque-là un quasi-monopole. Les transformations ont également trait aux institutions qui abritent les études chinoises, à la place que les sinologues y occupent et aux relations que ces dernières entretiennent avec les différentes disciplines des lettres et sciences humaines et sociales. Dans l'espace universitaire français, ce sont désormais toutes les disciplines qui s'intéressent à la Chine ; de ce point de vue, les études chinoises cesseraient de constituer un isolat prestigieux d'érudition pour devenir une discipline de service. En Chine même, les sinologues étrangers ne sont plus les interlocuteurs privilégiés des scientifiques chinois qui cherchent avant tout à tisser des liens avec les meilleurs de leurs collègues dans chacune de leur discipline.

Le paysage de l'enseignement et de la recherche est donc en cours de recomposition et c'est à des réflexions sur les conditions d'exercice de nos métiers que ce volume entend contribuer. Il souhaiterait être un jalon dans le débat qui n'a jamais vraiment cessé sur les conditions de « l'intelligence de la Chine », pour reprendre la belle expression de Jacques Gernet, un débat que les transformations du contexte scientifique, technologique et social ont singulièrement renouvelé ces dernières années. Comment et à quelles conditions les études chinoises, qu'on a souvent accusées de produire un savoir érudit, monographique, voire à l'écart du mouvement

à un terrain particulier, qui peut être l'Italie moderne ou antique, l'Espagne républicaine au mauresque, la Grèce olympienne ou postmilitariste » (*Revue des deux mondes*, juin 1996, p. 30). La sinologie au sens strict désigne les érudits classiques, philologues qui font profession de lire et d'expliquer les textes fondateurs de la civilisation chinoise.

des idées, peuvent-elles aujourd'hui mieux comprendre et faire comprendre la Chine ? Telles sont les questions que nous nous posons à l'épreuve de quatre évolutions majeures : la transformation des objets sur lesquels nous travaillons, le renouvellement de nos méthodes et de nos outils, la restructuration des institutions abritant les études chinoises et l'évolution de notre place dans le débat intellectuel et l'espace social.

Des objets transformés

Travailler sur la Chine ancienne, moderne et contemporaine, est devenu notoirement plus facile ; le temps du « voyage dans un bocal » que raillait Lucien Bianco en 1975 est passé ⁸ ; celui de l'archéologie en chambre aussi. Les restrictions de circulation liées à la nature du système politique ont été en partie levées. Sur le terrain, il est plus facile qu'autrefois de conduire des enquêtes ; des archives se sont ouvertes et des compilations de matériaux ont été publiées. Des informations statistiques, même imparfaites, sont disponibles sur à peu près tous les sujets. Des collaborations se nouent entre chercheurs chinois et collègues étrangers. L'étude de la Chine s'en trouve donc transformée ⁹. Dispose-t-on pour autant de données équivalentes à celles qui existent sur d'autres aires culturelles et qui nous permettraient de pratiquer l'histoire, la sociologie, l'anthropologie ou l'économie de la même manière ? Pour ce qui est de la vie politique contemporaine, encore largement opaque, l'ère du *China watching* ne semble pas être complètement révolue ¹⁰.

⁸ Lucien Bianco, « Voyager en Chine », *Esprit*, mars 1975.

⁹ Le chercheur est désormais confronté à une abondance de sources plutôt qu'à leur rareté (voir Gilles Guiheux, « Les matériaux pour la monographie d'un territoire chinois. Le cas d'une ville marchande », *terrains & travaux*, 2009-16, p. 153-174). Sur les limites de cette ouverture et en particulier le cas de l'histoire contemporaine, voir Jean-Luc Domenach, « Chine : Les balbutiements de l'histoire », *Critique internationale*, 24, 2004-24 (4), p. 81-103. Voir également Maria Heimer et Stig Thøgersen (ed.), *Doing Fieldwork in China*, Honolulu: University of Hawai'i Press, 2006, et notre compte rendu paru dans *Études chinoises*, 2007-XXVI, p. 439-440.

¹⁰ Pour un état des lieux du *China watching*, voir Robert Ash, David Shambaugh, Seiichiro Takagi (ed.), *China Watching: Perspectives from Europe, Japon and the United States*, London: Routledge, 2007.

La multiplication et la diversification des contacts rendent caduque l'opposition Chine/Occident, qui est elle-même le résultat d'une construction idéologique. La Chine n'est plus un autre monde exotique et fascinant ; elle est devenue notre partenaire (pas seulement économique), au point que notre avenir est désormais lié à son évolution . « La Chine » comme généralité – comme idéal ou au contraire comme repoussoir – résiste de moins en moins à ce que nous apportent faits, documents ou découvertes archéologiques. Plutôt que de la regarder comme une essence immobile, le temps est venu d'étudier ses connections au reste du monde.

La transformation des objets et des questionnements nous invite à réfléchir au contenu des enseignements. La question de la transmission est, en effet, immédiatement en prise avec celle de la constitution des savoirs. Ceci concerne tous les cycles, de la licence (quel discours sur la Chine tenir à nos étudiants qui débutent ?) au doctorat (quelles équipes ? quels axes de recherche ?). Le renouvellement des générations d'enseignants et de chercheurs dans nos institutions doit être l'occasion d'une réflexion sur les objectifs pédagogiques et scientifiques que nous nous assignons.

Des méthodes renouvelées

Dans les études chinoises, comme dans la recherche scientifique en général, on n'assiste pas simplement à une croissance quantitative de la production, mais à une spécialisation de plus en plus poussée. Le savoir est de plus en plus spécialisé : par période (Antiquité, période classique, moderne ou contemporaine...), par discipline (histoire, géographie, archéologie...), mais aussi par région dans le cadre d'une approche décentralisée de la Chine. On ne peut que regretter un dialogue insuffisant entre les différents spécialistes et s'interroger sur plusieurs développements récents. Quel sens donner, par exemple, à l'émergence des études taiwanaises ou de la taiwanologie ? Quelles sont les conditions d'un dialogue fécond entre celles-ci et les études chinoises continentales ? Dans les études littéraires, une distinction est faite entre les deux, notamment du fait de l'influence de la langue et des lettres japonaises durant la colonisation. Dans ce cas, ne devrait-on pas aussi traiter séparément la littérature de Hong Kong ? Dans le même ordre d'idée, on peut s'interroger sur la formation de nouvelles disciplines comme la traductologie. Celle-ci a-t-elle vocation à remplacer les cours de traduction dans les cursus ? L'essor de l'enseignement du chinois

s'accompagne de l'émergence d'une nouvelle discipline scientifique, la didactique de la langue chinoise ; quelle place celle-ci va-t-elle prendre dans le paysage des études chinoises ?

Se pose également la question des outils. Comment le développement rapide des ressources électroniques modifie-t-il ou non nos façons de travailler, de conduire des recherches comme d'enseigner ? Quels types de bibliothèques faut-il envisager pour le futur (nous pensons à la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations – BULAC) ? Comment l'accès en ligne à des ressources toujours plus importantes et autrefois dispersées modifie-t-il nos pratiques ? Auparavant confrontés à un problème de rareté, c'est aujourd'hui l'abondance qui pose problème. Face à la croissance rapide des coûts, peut-on envisager une politique fédérative ?

Les institutions et leur internationalisation

Deux institutions majeures ont célébré au cours de ces dernières années leurs anniversaires : bicentenaire de l'INALCO en 1995, centenaire de l'EFEO en 1998 ¹¹. Ces célébrations ont rappelé que la France a été le premier pays en Europe où les études chinoises se sont constituées en science : ouverture de la chaire de chinois au Collège de France en 1814 et à l'École des langues orientales en 1843. Ce volume est l'occasion d'une réflexion sur le dispositif institutionnel en place, dans un contexte marqué par la multiplication de l'offre d'enseignements de langue chinoise, l'évolution des modes de financement de la recherche ou encore l'internationalisation de l'activité scientifique.

Il s'agit de revenir sur le développement des études chinoises (et/ou de chinois) au cours des années récentes. Plusieurs départements d'études chinoises ont en effet vu le jour dans des universités, ce dont il faut se féliciter. Plus généralement, l'enseignement de la langue chinoise se généralise aussi bien dans l'enseignement supérieur (à l'extérieur des départements

¹¹ Ces anniversaires ont été l'occasion de publications intéressantes sur l'histoire des études chinoises en France : Marie-Claire Bergère et Angel Pino (dir.), *Un siècle d'enseignement du chinois à l'École des langues orientales, 1840-1945*, Paris : L'Asiathèque, 1995 et Catherine Clémentin-Ojha et Pierre-Yves Manguin, *Un siècle pour l'Asie. L'École française d'Extrême-Orient, 1898-2000*, Paris : EFEO, 2001.

de chinois, dans des cursus de droit, d'économie, des formations d'ingénieurs ou aux affaires) que dans l'enseignement secondaire. Comment interpréter cette évolution ? Incontestablement, elle est liée à l'appréciation de la valeur d'usage du chinois : l'enseignement du chinois n'aurait-il qu'une orientation essentiellement pratique ? Quelle place alors pour l'enseignement de la langue classique, des lettres ou de l'histoire ? Et, dans ce cas, quelles évolutions curriculaires en découlent ?

Les études chinoises sont concernées, comme l'ensemble de la recherche française, par la mise en place de nouveaux outils de financement – la création de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et ses programmes annuels – et d'évaluation – l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). Si de nombreux collègues participent aux programmes de la première, il est néanmoins des raisons de s'inquiéter devant le tarissement de certaines sources de financement, en particulier celles ouvertes aux doctorants : disparition des bourses Lavoisier du ministère des Affaires étrangères ou du collège doctoral franco-chinois, pourtant inauguré seulement en 2006. À l'heure où la République populaire finance largement l'envoi de ses étudiants à l'étranger, on est légitimement en droit de s'interroger sur les conditions de formation de spécialistes français des aires non-européennes, ou comment faire en sorte que la Chine soit aussi bien connue des Européens que l'Europe l'est des Chinois ?

Par ailleurs, la diffusion de l'enseignement du chinois dans l'enseignement secondaire, comme l'offre croissante de cours de langue chinoise dans des formations disciplinaires transforment-elles le rôle des premiers cycles universitaires en études chinoises ? Dans ce contexte, quelle doit être la vocation des départements de chinois des facultés de lettres des universités ? Quels types de spécialistes de la Chine ces départements ont-ils vocation à former ? Enfin, le gouvernement chinois ouvre dans le monde entier des cycles d'apprentissage de la langue, les Instituts Confucius, qui connaissent un indéniable succès¹², comment apprécier le rôle de ces institutions officielles ?

Notre espace professionnel a cessé d'être national pour devenir européen, voire mondial. La diversité des institutions françaises, fruit de l'histoire (le Collège de France, l'INALCO, l'EFEO, l'EPHE, l'EHESS, le

¹² La France compte 14 Instituts Confucius en fonctionnement ou en projet.

CNRS et l'Université), présente à la fois un avantage, et peut-être aussi un handicap. Ne faut-il pas envisager des formes de partage des ressources ?

Enfin, l'ouverture des institutions universitaires chinoises à de multiples coopérations scientifiques avec des partenaires qui sont archéologues, sociologues, économistes (mais pas nécessairement versés dans les études chinoises) pose la question du rôle de médiation que les sinologues peuvent jouer. On cite pour exemple un colloque intitulé « la Chine et l'internationalisation de la sociologie » organisé en juillet 2008 à Lyon et Paris, et qui réunissait d'éminents sociologues chinois et français ... mais pas un seul spécialiste français de la Chine ¹³. Plus largement, c'est avec les meilleurs collègues de leurs disciplines respectives que les scientifiques chinois entendent désormais collaborer. Dans bien des champs, la science chinoise participe désormais de plein pieds aux débats internationaux – on peut citer pour exemple la tenue à Pékin en juillet 2004 du congrès de l'Institut international de Sociologie, association fondée en 1893 à Paris. Lors de la séance inaugurale, Immanuel Wallerstein salua l'entrée de la sociologie chinoise dans la communauté internationale dans les termes suivants :

The holding of the Congress of the IIS in Beijing is a historic step in the true internationalization of sociology and social science. Knowledge will not be mature until it is socially grounded everywhere in the world, and until there is a true dialogue among practitioners from everywhere. China is a very large part of our world, with a very long cultural tradition. But a zone that has been underrepresented in the world production of knowledge or at least in the awareness of the rest of the world of what it has produced. Let the Beijing Congress mark the end of this scholarly separation. ¹⁴

Nos collègues chinois font désormais partie intégrante de la communauté scientifique internationale, ce qui devrait ouvrir de formidables opportunités aux chercheurs sinophones.

Les études chinoises dans la société

Le public avide de connaissances sur la Chine s'est considérablement élargi et diversifié. On est désormais bien loin du cercle restreint des spécialistes et des

¹³ Voir <http://calenda.revues.org/nouvelle10085.html>, consulté le 1^{er} octobre 2010.

¹⁴ Voir <http://www.sociology.cass.cn/iis2003beijing/en/Congratulation.htm>, consulté le 1^{er} octobre 2010.

collectionneurs de bizarreries. Les transformations en cours en Chine – économiques, sociales, politiques, culturelles, climatiques, etc. – concernent désormais l'ensemble du monde ; entreprises grandes et petites, administrations centrales et locales et grand public appréhendent parfois avec crainte les évolutions en cours et sont tous désireux de comprendre. Par ailleurs, les départements d'enseignement accueillent des étudiants aux caractéristiques de plus en plus hétérogènes : primo-débutants en langue chinoise, étudiants ayant appris le chinois dans l'enseignement secondaire et/ou ayant séjourné dans des pays de langue chinoise, enfants de l'immigration parlant un dialecte, jeunes chinois poursuivant leurs études hors de leur pays d'origine. Sommes-nous à même de répondre à des demandes si variées ? Nos cursus se sont-ils adaptés ?

À l'échelle nationale, les études chinoises sont-elles mieux représentées aujourd'hui au sein des institutions de recherche et d'enseignement, dans les départements d'histoire ou de sociologie pour ne prendre que deux exemples ? Le cantonnement des études chinoises hors de l'étude de la langue dans les départements de chinois est-il un problème, même si la situation varie d'une discipline à l'autre ?

Apprécier l'influence des études chinoises au-delà des cercles scientifiques est un exercice difficile. On peut juger qu'elle est faible, notamment auprès des milieux d'affaires qui se rendent en Chine sans s'intéresser au savoir savant. Peut-on le leur reprocher ? D'autres éléments invitent à une conclusion opposée. L'importance de l'offre de littérature traduite (Picquier, Bleu de Chine, Gallimard, etc.) n'est-elle pas la preuve de la vitalité des études littéraires ? De même, l'activité savante des historiens de l'art n'a-t-elle pas un impact sur celle des conservateurs de musée et des marchands d'art qui s'adressent eux au grand public ?

En 1998, constatant la faible connaissance de la Chine par le public, Jean-François Billeter appelait de ses vœux l'émergence de « sinologues qui aient pour vocation principale de s'adresser non pas aux sinologues, mais au public, et, pour commencer, au public étudiant des facultés de lettres et de sciences humaines (...) [qui] devraient avoir une formation très complète, comprenant la culture européenne autant que chinoise, ayant l'esprit d'invention autant que de synthèse »¹⁵. Toute médiation est un

¹⁵ Jean François Billeter, *Mémoire sur les études chinoises à Genève et ailleurs*, Genève : Librairie du Rameau d'Or, 1998, p. 76.

exercice à la fois difficile et indispensable ; elle produit des effets souvent médiocres eu égard au savoir et aux compétences mis en œuvre. Le problème dépasse largement les études chinoises ; d'autres spécialistes de champs du savoir différents se posent inévitablement les mêmes questions que nous ; ont-ils le sentiment de mieux réussir ? Ou se heurtent-ils à des obstacles comparables ?

Telles sont les réflexions à l'origine de notre volonté de créer un espace de débat. L'ensemble des communications ont été rassemblées en cinq sections qui, sans offrir un panorama exhaustif, témoignent de la vitalité des études chinoises en France. La première partie rassemble des contributions qui discutent des conditions dans lesquelles la langue chinoise est enseignée dans les établissements d'enseignement supérieur, que ce soit à destination d'étudiants spécialistes (dans les formations de type Langue et civilisation étrangère pour les contributions de Zhitang Drocourt et Zhang Xiangyun) ou non-spécialistes (pour celle d'Isabelle Han). La croissance spectaculaire de l'enseignement de la langue chinoise place la France dans une position originale en Europe, y compris dans l'émergence d'une nouvelle discipline qu'évoque Joël Bellassen : la didactique du chinois. La seconde partie discute des formations universitaires existantes : Nicolas Zufferey défend l'intérêt des études littéraires dans les cursus ; Shi Lu présente l'évolution de la formation LEA (Langues étrangères appliquées) ; Martine Raibaud évoque la place des études chinoises dans une jeune université (La Rochelle). La troisième partie est consacrée à plusieurs outils mobilisés par les professionnels des études chinoises : les bibliothèques (Delphine Spicq et Soline Suchet) et les ressources électroniques (Jacqueline Nivard et Wang Ju), les financements de la recherche sur projets (Vincent Goossaert), les collaborations avec des partenaires chinois (Françoise Ged). Le volume se poursuit par l'évocation de deux terrains chinois : le point de vue d'une anthropologue (Brigitte Bapandier) et d'un taiwanologue (Stéphane Corcuff). La dernière section réunit des réflexions sur les liens entretenus par les études chinoises avec différentes disciplines : les études littéraires (Philippe Postel et Zhang Yinde), la psychanalyse (Rainier Lanselle), les sciences de l'information et de la communication (Olivier Arifon), les études cinématographiques (Christophe Falin), et les études d'art et d'archéologie (Isabelle Charleux) – voilà autant de preuves que les études chinoises dialoguent avec l'ensemble des humanités et des

sciences humaines et sociales. C'est pourquoi nous avons, à dessein, laissé de côté le débat toujours ouvert sur la pertinence des aires culturelles qui structurent nos départements universitaires, persuadés que les travaux conduits en l'occurrence sur le monde chinois participent pleinement aux débats contemporains¹⁶. Enfin, en annexe, Delphine Spicq a rassemblé des informations relatives aux institutions de recherche, d'enseignement et aux ressources documentaires. Bien que les défis à relever soient nombreux, ce volume illustre donc la variété, la qualité et la vitalité des études chinoises en France.

L'organisation d'un colloque et la publication d'actes sont des entreprises collectives. Mes remerciements vont donc aux collègues qui tout au long de l'année 2009 ont œuvré à la rédaction et diffusion de l'appel à communication, à la sélection des propositions d'intervention, à la rédaction du programme final et ont contribué à l'organisation logistique : Véronique Alexandre-Journeau, Caroline Bodolec, Sébastien Colin et Delphine Spicq. Ce comité d'organisation était secondé par un conseil scientifique rassemblant Marianne Bastid-Bruguière, Joël Bellassen, André Lévy, Georges Métaillié, Michèle Pirazzoli et Léon Vandermeersch qui nous ont fait part de leurs suggestions et nous ont encouragés. Le travail d'édition de ce volume a été réalisé au cours de l'année 2010 grâce à la collaboration active de Sébastien Colin et de Delphine Spicq. Enfin, mes remerciements vont aux membres présents et passés du conseil de l'AFEC qui ont soutenu avec enthousiasme le projet dès son origine : Damien Chaussende, Claude Chevaleyre, Danielle Elisseeff, Marie-Paule Hille, Marie Laureillard, Sandrine Marchand, Xavier Paulès et Régine Thiriez. Je formule le vœu que l'AFEC, dont la mission est de promouvoir les échanges entre professionnels et le dialogue entre les institutions

¹⁶ Sur ce débat, on se reportera à : Yves Chevrier, « Les Aires culturelles dans les sciences de l'homme et de la société : questions pour une prospective », texte présenté au Colloque de prospective scientifique en sciences humaines et sociales, CNRS, septembre 2003, Gif-sur-Yvette ; Élisabeth Longuenesse et François Siino, « Aires culturelles et pluridisciplinarités », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 105-106, janvier 2005, consulté le 6 septembre 2010, <http://remmm.revues.org/index2337.html> ; David L. Szanton, "The Origin, Nature, and Challenges of Area Studies in the United States", in David L. Szanton (ed.), *The Politics of Knowledge: Area Studies and the Disciplines*, Berkeley: University of California Press, 2004, p. 1-33.

Introduction : Présence de la Chine et avenir des études chinoises

en France et à l'étranger, réunisse à nouveau sans tarder les acteurs des études chinoises pour poursuivre le dialogue ainsi relancé. Le prochain rendez-vous est d'ores et déjà fixé ; il aura lieu en 2012 à l'occasion de la tenue à Paris du congrès bisannuel de l'Association européenne d'études chinoises (EACS) ¹⁷.

¹⁷ Se reporter au site Internet de l'EACS : <http://www.soas.ac.uk/eacs/home.html>.